

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>56</b>	<b>19</b>

N° de la séance : 19

Objet de la délibération : Direction  
Mobilité Déplacements Transports -  
Mobilité - Accompagnement au  
changement de comportement -  
Convention de Partenariat avec E3D  
Environnement

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2019.185

Date de la convocation : <b>Le 12/11/2019</b>
<b>Certifié exécutoire compte tenu</b>
de l'affichage en date du <b>28 NOV. 2019</b>
de la réception s/Préfecture en date du <b>- 2 DEC. 2019</b>
Pour le Président, La Responsable de Service   Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 18 novembre 2019**

L'an deux mil dix-neuf et le 18 novembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Marie BENASSAYAG, Christophe ETORE à Martine BONNEAU, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Anne-Marie DUMONT à Nathalie DEPETRIS

**ABSENTS :**

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, Claudine MAURY, Yves DAHAN, Béatrice VIGNOLO, Barbara LANCE, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Patrice COLOMB-PONTOIRE**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.



## **Monsieur OCCELLI,**

La C.A.S.A., en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable, est en charge de la planification des mobilités sur son territoire, et conformément aux objectifs définis dans son Plan de Déplacements Urbains, œuvre à promouvoir par tous les moyens les modes de déplacements les plus vertueux en termes d'impacts sur l'environnement et de santé publique. Cette promotion vise à un usage accru du transport public, du covoiturage, du vélo et vélo à assistance électrique, du télétravail, en rééquilibrage d'une pratique quasi systématique de l'autosolisme.

Un des besoins identifiés par la C.A.S.A est la modification des comportements de mobilité domicile-travail des salariés des zones d'activité vers des modes de transports plus écologiques. Après des campagnes grand public qui ont pu toucher les citoyens les plus sensibilisés, elle cherche désormais à aller plus loin pour amener un nombre significatif de salariés auto-solistes non intéressés à priori, à changer leurs habitudes. Et notamment, vis-à-vis du réseau Envibus : à l'envisager, puis l'essayer et pour certains d'entre eux, adopter une nouvelle pratique de mobilité plus éco-responsable.

De nouvelles techniques en sciences comportementales connaissent un développement rapide permettant d'obtenir des changements de comportement durables.

Souhaitant accompagner au mieux l'arrivée du futur bus tram Antibes Sophia Antipolis et conquérir durablement de nouveaux usagers, la C.A.S.A. souhaite s'appuyer sur ces techniques pour évaluer leur efficacité.

E3D est une Jeune Entreprise Innovante spécialisée dans l'accompagnement au changement et en ingénierie eau, assainissement, énergie, déchets et déplacements.

En 2011, son Programme de recherche a été reconnu par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur avec la proposition d'une nouvelle génération de services dédiée aux collectivités locales et à leurs administrés. Ces services sont chargés d'accompagner chaque usager (habitant ou salarié d'une zone urbaine) dans ses choix d'adopter de nouveaux gestes écoresponsables. Ils lui ouvrent également la possibilité de participer plus facilement aux projets de la collectivité qui l'intéressent. Ce Programme de recherche s'appuie sur les résultats obtenus par la Recherche dans les domaines de la communication engageante, du marketing public, des mathématiques et de l'aide à la décision.

La C.A.S.A. et E3D voient donc un intérêt conjoint à conduire un programme expérimental permettant d'accompagner un objectif cible de 2 600 salariés de Sophia Antipolis travaillant dans des entreprises installées à proximité (10 mn à pied maximum) de l'axe structurant matérialisé par la ligne du bus-tram Antibes Sophia Antipolis. L'objectif est d'amener les auto-solistes de ces entreprises habitant à proximité de l'itinéraire emprunté par le bus-tram de recourir à ce mode de déplacement et de devenir usagers usuels du réseau Envibus. Pour les autres salariés, que le bus-tram ne peut concerner directement, ils se verront accompagnés vers le vélo ou le covoiturage.

Les nouvelles connaissances qui seront générées par le programme de recherche répondent aux objectifs suivants :

- Pour la CASA, il s'agit d'acquérir une maîtrise d'usage lui permettant d'adapter ses services sur des besoins qualifiés des habitants et de savoir comment les sciences comportementales associées au numérique peuvent contribuer à l'acceptation plus massive des services et/ou actions permettant de moins utiliser sa voiture comme autosoliste et à provoquer des changements de comportement positifs complémentaires, notamment vers Envibus, pour réussir la transition écologique ;

- Pour E3D de développer de nouveaux contenus pour son dispositif numérique et d'établir de nouveaux procédés et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

La collaboration entre la C.A.S.A. et E3D se traduit par une convention de partenariat de recherche et de développement, dont le projet est joint à la présente.

Cette convention détaille les modalités du programme, son calendrier prévisionnel ainsi que le financement du projet.

Le coût total du projet est estimé à 420 000 € T.T.C. sur deux années de recherche et développement, dont 286 000 € T.T.C. pris en charge par la CASA.

Dans le cadre du financement de ce projet, la CASA a sollicité une subvention auprès de la Région et l'ADEME, pour un montant estimé à 200 000 €.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de partenariat de recherche et de développement entre la C.A.S.A. et E3D, dont le projet est joint en annexe ;
- d'inscrire la dépense correspondante au Chapitre « 011 » de la Section d'Exploitation du budget de la Régie à Autonomie Financière « Transports » ;
- de solliciter toute subvention relative au projet auprès des financeurs Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et ADEME ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte nécessaire à l'exécution de celle-ci.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, ADOPTE LA DELIBERATION A : 61 VOIX POUR, 1 VOIX CONTRE DE MADAME M.M.MURATORE, ET DECIDE :**

- d'approuver la convention de partenariat de recherche et de développement entre la C.A.S.A. et E3D, dont le projet est joint en annexe ;
- d'inscrire la dépense correspondante au Chapitre « 011 » de la Section d'Exploitation du budget de la Régie à Autonomie Financière « Transports » ;
- de solliciter toute subvention relative au projet auprès des financeurs Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et ADEME ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte nécessaire à l'exécution de celle-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 18 novembre 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI



## CONVENTION DE PARTENARIAT DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

### ENTRE LES SOUSSIGNES

#### 1/ E3D-Environnement SARL

Société à Responsabilité limitée au capital de 125 000 euros, dont le siège social est Le Mansard, Porte C, 1 place Martin Luther King, 13090 AIX-EN-PROVENCE

Représentée par M. Gilles MARCHAL, en qualité de Gérant.

Et ci-après désignée "**E3D**"

#### 2/ Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis

Dont le siège se trouve 449 route des Crêtes – BP 43 – 06901 Sophia Antipolis,

Représentée par Monsieur Jean LEONETTI, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président agissant au lieu et place de la CASA conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 18 novembre 2019.

Et ci-après désignée "**LA CASA**"

**E3D** et **la CASA** sont appelés collectivement "**LES PARTIES**"

Il est convenu ce qui suit :

Vu l'article L2512-5 du Code de la Commande Publique ayant trait aux marchés non soumis à l'ensemble des dispositions dudit Code et notamment les marchés portant sur :

2° Les services relatifs à la recherche et développement pour lesquels l'acheteur n'acquiert pas la propriété exclusive des résultats ou ne finance pas entièrement la prestation.

La recherche et développement regroupant l'ensemble des activités relevant de la recherche fondamentale, de la recherche appliquée et du développement expérimental, y compris la réalisation de démonstrateurs technologiques et à l'exception de la réalisation et de la qualification de prototypes de préproduction, de l'outillage et de l'ingénierie industrielle, de la conception industrielle et de la fabrication. Les démonstrateurs technologiques sont les dispositifs visant à démontrer les performances d'un nouveau concept ou d'une nouvelle technologie dans un environnement pertinent ou représentatif ;

Les parties décident de conventionner pour réaliser une expérimentation sur l'adoption de comportements eco-responsables des usagers sur la technopole de Sophia Antipolis.

## Préambule - Description du projet

**E3D** est une Jeune Entreprise Innovante spécialisée dans l'accompagnement au changement et en ingénierie eau, assainissement, énergie, déchets et déplacements.

En 2011, son Programme de recherche est reconnu par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur. **E3D** acquiert le statut de Jeune Entreprise Innovante pour 7 ans sur la base d'un document détaillé présentant les travaux de recherche qui seront réalisés. Ce document est réactualisé tous les 2-3 ans et validé à chaque fois par des experts scientifiques du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur. Il s'agit de créer une nouvelle génération de services dédiée aux collectivités locales et à leurs administrés. Ces services sont chargés d'accompagner chaque usager (habitant ou salarié d'une zone urbaine) dans ses choix d'adopter de nouveaux gestes écoresponsables. Ils lui ouvrent également la possibilité de participer plus facilement aux projets de la collectivité qui l'intéressent.

Le Programme de recherche s'appuie sur les résultats obtenus par la Recherche dans les domaines de la communication engageante, du marketing public, des mathématiques et de l'aide à la décision. Les **PARTIES** souhaitent à travers la présente coopération vérifier certaines hypothèses formulées dans le Programme de recherche et en évaluer l'efficacité.

La **CASA** est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial. A ce titre, elle est en charge de la planification des mobilités sur son territoire, et conformément aux objectifs définis dans son Plan de Déplacements Urbains, œuvre à promouvoir par tous les moyens les modes de déplacements les plus vertueux en termes d'impacts sur l'environnement et de santé publique. Cette promotion vise à un usage accru du transport public, du covoiturage, du vélo et vélo à assistance électrique, du télétravail, en rééquilibrage d'une pratique quasi systématique de l'autosolisme.

Un des besoins identifiés par la **CASA** est la modification des comportements de mobilité domicile-travail des salariés des zones d'activité vers des modes de transports plus écologiques. Elle cherche à aller plus loin avec une nouvelle approche permettant d'amener un nombre significatif de salariés auto-solistes non intéressés a priori pour changer leurs habitudes à l'envisager, puis l'essayer et pour certains d'entre eux d'adopter une nouvelle pratique de mobilité plus éco-responsable.

De nouvelles techniques en sciences comportementales connaissent un développement depuis quelques temps et la **CASA**, fidèle à sa volonté d'innover dans cette direction, aurait avantage à les utiliser.

Elle est également confrontée à des obligations réglementaires qui nécessitent de significatifs changements de comportement des usagers afin d'obtenir une :

- amélioration de la qualité de l'air [*Directives (2008/50/CE) et (2004/107/CE) pour une quinzaine de polluants, pénalités financières sous-jacentes*]
- préservation de la biodiversité et de la protection des ressources en eau (consommation, pollution des sols...)

Les **PARTIES** se sont mises d'accord pour mettre en place un programme expérimental à leur bénéfice. Le déploiement du programme permettra d'accompagner un objectif cible de 1 800 salariés du quartier des Roumanille et 800 salariés travaillant dans des entreprises installées à proximité (10 mn à pied maximum) de l'axe structurant matérialisé par la ligne du BHNS reliant la zone d'activité au centre-ville d'Antibes.

Ce présent programme expérimental, construit à partir du modèle de l'ingénierie psycho-sociale (Py & Somat, 2001), vise à identifier les leviers motivationnels efficaces pour favoriser le report modal, mais aussi les freins à ce report que l'on cherchera à solutionner, afin de proposer une solution de changement en faveur de l'écomobilité auprès du plus grand nombre.

Il est basé sur le principe d'une co-construction d'activités de R&D visant le développement de prestations à la fois techniques (méthodologie d'interventions sur le terrain) et intellectuelles (contenus de communication régissant ces interventions et méthodologie scientifique de la recherche appliquée et du développement expérimental).

Il consiste en des travaux expérimentaux originaux entrepris en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables en termes de comportements humains, pour répondre aux objectifs pratiques de chacun des partenaires. La finalité du programme expérimental est de permettre un développement expérimental, c'est-à-dire des travaux systématiques fondés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche en vue d'établir de nouveaux procédés et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

La prestation de recherche co-conduite par les partenaires concerne bien du matériel expérimental devant être adapté en fonction des besoins et retours des utilisateurs. (cf. annexe 1 présentant la méthodologie).

Aucune mise en industrie ou commercialisation immédiate n'est prévue à la suite du projet, puisque qu'aucune rentabilité ou récupération de coûts de R&D n'est recherché.

Les frais engagés par le programme de recherche et développement ne sont pas intégralement financés par la **CASA**. La convention prévoit un partage du coût financier du programme de recherche entre les partenaires. La CASA sollicite également des partenaires extérieurs aux fins de contribuer au financement et à la réalisation des objectifs du programme expérimental. A savoir la Région Sud et l'ADEME, tous deux intéressés dans le champ de leurs compétences respectives sur les apports du projet à la connaissance sur le changement de comportement de mobilité des citoyens.

**E3D** apporte notamment l'ensemble des outils existants (plateforme numérique intelligente) pour pouvoir implémenter les protocoles expérimentaux et prend en charge une partie des coûts, principalement ceux liés à des développements d'interface numérique fonctionnant avec les outils existants issus de ses connaissances propres.

De ce fait, la **CASA** n'acquiert pas la propriété exclusive de l'ensemble des résultats de recherche.

Les nouvelles connaissances générées par le programme de recherche répondent aux objectifs suivants.

- Pour la **CASA**, il s'agit d'acquérir une maîtrise d'usage lui permettant d'adapter ses services sur des besoins qualifiés des habitants et de savoir comment les sciences comportementales associées au numérique peuvent contribuer à l'acceptation plus massive des services et/ou

actions permettant de moins utiliser sa voiture comme autosoliste et à provoquer des changements de comportement positifs complémentaires pour réussir la transition écologique ;

- Pour **E3D** de développer de nouveaux contenus pour son dispositif numérique et d'établir de nouveaux procédés et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

En outre, le programme de recherche étant basé sur un partenariat, la **CASA** ne pourra restreindre les spécifications techniques développées dans un cadre de R&D qui pourraient exclusivement servir un besoin d'acquisition ultérieur par la **CASA**.

Enfin, **E3D** suit un objectif de partage des nouvelles connaissances générées par le programme de recherche (diffusion scientifique), sous forme d'articles dans des revues spécialisées ou de communications orales. Toute mise en concurrence ultérieure se fera donc à partir des mêmes connaissances scientifiques.

## PAR CONSÉQUENT IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

### ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet

- de préciser les conditions dans lesquelles les **PARTIES** réaliseront le programme expérimental, ainsi que la propriété et l'exploitation des résultats et technologies qui seront utilisés. Ce projet bénéficie d'un travail de recherche mené par **E3D** et reconnu par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
- de définir les modalités de contribution financière de chacune des parties
- de définir les modalités de financement par le biais de subventions

Sont considérés comme étant des documents contractuels faisant partie de la présente convention :

- l'**Annexe n°1** (annexe technique/ scientifique) qui décrit le projet couvert par le présent contrat et fixe le protocole de déploiement de l'expérimentation
- l'**Annexe n°2** qui prévoit l'évaluation des coûts du programme (annexe financière).
- l'**Annexe 3** qui définit les connaissances propres de chaque PARTIE
- l'**Annexe n°4** qui fixe La composition de l'équipe de recherche.
- l'**Annexe 5** constatation de l'exécution des prestations

En cas de contradiction entre les documents, la présente convention prévaudra sur les annexes jointe et toutes autres le cas échéant.

### ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

#### Obligations de E3D

**E3D** s'engage à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires à la réalisation du programme expérimental telle que défini par la présente convention :

- Conformément à la méthodologie et conditions de réalisation ; aux détails techniques ; au planning d'exécution définis à l'annexe 1
- Conformément à la proposition financière définie à l'article 7 et détaillée à l'annexe 2

### **Livrables**

Conformément à la proposition technique et financière, **E3D** s'engage à remettre à la **CASA** les livrables suivants :

- Pour la phase 1, un rapport final dans le mois suivant la fin de la phase
- Pour les phases 2 et 3, un rapport à la fin de la mobilisation (phase 2) et deux rapports conjoints phases 2 et 3, le premier 9 mois après la fin de la mobilisation, le second dans le mois suivant la fin de l'accompagnement

A la demande de la CASA, ces rapports seront également transmis au format numérique.

- Un diaporama Power Point reprenant les principaux points de l'étude à chaque remise d'un rapport.
- **E3D**, sur demande de la **CASA**, assurera également la présentation des résultats de l'étude auprès des commissions compétentes et lors de réunions publiques avec les acteurs du territoire (élus, etc.)

### **Obligations de la CASA :**

- La **CASA** s'engage à communiquer à **E3D** toutes les données informations et études qui sont en sa possession et qui sont utiles à la réalisation du programme expérimental tel que décrit à l'annexe 1.
- La **CASA** s'engage à faciliter l'accès de **E3D** aux informations détenues par tout tiers à la présente convention
- La **CASA** s'engage à réaliser sa part d'Autorité Organisatrice de la Mobilité utile au projet et telle que définie dans l'Annexe 3. Son intervention nécessaire sera précisée et conjointement actée durant la phase 1. Une méthode sera notamment définie pour que **E3D** puisse disposer des éléments d'évaluation terrain permettant aux **PARTIES** de mesurer l'efficacité des différentes hypothèses de recherche qui seront formulées durant la phase 1.
- La **CASA** s'engage à participer au financement du programme expérimental dans les conditions exposées à l'article 7 de la présente convention.

## **ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA COLLABORATION**

### **ARTICLE 3.1 : RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES**

La RECHERCHE sera effectuée par une équipe de recherche d'**E3D** sous la responsabilité d'un chef de projet désigné à cet effet. Cette RECHERCHE se déroulera dans les locaux d'**E3D** à Aix-en-Provence ainsi



qu'auprès d'usagers de la **CASA** situés sur le périmètre du programme expérimental dans le cadre du déploiement du service pilote.

**E3D** se donne le droit de remplacer les personnes affectées à la RECHERCHE par toute personne de compétence équivalente, après en avoir avisé par écrit la CASA.

La supervision de la RECHERCHE sera effectuée par le Directeur du Programme de recherche d'**E3D**, M. Gilles MARCHAL, Gérant.

### **ARTICLE 3.2 : ORGANISATION DES REUNIONS**

Les **PARTIES** se réuniront autant que de besoin et a minima sur un rythme trimestriel pour faire le point :

- sur les résultats obtenus par le service pilote,
- sur les difficultés techniques ou scientifiques éventuellement rencontrées,
- sur la nécessité pour l'une ou l'autre des **PARTIES** d'obtenir des informations complémentaires,
- sur les options techniques ou scientifiques à prendre.

La Région Sud et l'ADEME seront systématiquement conviés à ces réunions.

Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu écrit rédigé par **E3D**. La **CASA** dispose de 2 semaines pour modifier ou contester les décisions inscrites dans ce compte-rendu. Si aucune décision n'est contestée dans ce délai, elles sont considérées comme acceptées par l'ensemble des parties.

### **ARTICLE 3.3 : PERSONNELS**

La présence de personnel dans les locaux ou sur le territoire de l'autre Partie devra faire l'objet de l'accord préalable écrit de la Partie accueillante, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilités existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement seront à la charge de l'employeur d'origine.

Lesdits personnels devront respecter le règlement intérieur, dans ses dispositions non disciplinaires, ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu de travail et les directives scientifiques qui leur seront notifiées par le chef de projet de la Partie accueillante. En tout état de cause le personnel accueilli demeurera sous l'autorité hiérarchique et sous la pleine responsabilité de son employeur d'origine.

### **ARTICLE 3.4 : MATERIELS ET EQUIPEMENTS**

Les matériels et équipements mis par une PARTIE à la disposition de l'autre ou financés par cette PARTIE restent la propriété de celle-ci. En conséquence, chaque PARTIE supportera la charge des

dommages subis dans la cadre de l'exécution du présent contrat, par les matériels installations et outillages dont elle est propriétaire, y compris le matériel confié à l'autre PARTIE, sauf si la PARTIE bénéficiant de la mise à disposition est responsable du dommage causé.

### **ARTICLE 3.5 : RAPPORTS**

**E3D** réalisera un rapport d'activité à partir des résultats obtenus en phase 1, un rapport d'activité à partir des résultats intermédiaires obtenus par les phases 2 et 3, 9 mois après la fin de la mobilisation, puis un rapport de fin d'opération dont la rédaction débutera 2 mois avant la fin de la convention et sera rendu sous sa version finale au moins 3 semaines avant la fin de la convention. Chaque rapport fait l'objet d'échanges réguliers dans la phase de rédaction et de validations intermédiaires par la **CASA**.

Durant la phase d'accompagnement, **E3D** fournira un compte rendu mensuel par mail mettant en avant un résultat particulier, des verbatims, ou autres résultats de la recherche significatifs. La forme du compte rendu sera proposée par **E3D** en tout début de phase 2 et améliorée par la **CASA** pour répondre parfaitement aux besoins des **PARTIES**.

La **CASA** disposera d'un mois à compter de la date de réception de chaque rapport afin de prendre une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément aux dispositions décrites à l'annexe 5.

### **ARTICLE 3.6 : DEROULEMENT DE L'OPERATION**

#### **Mobilisation des salariés**

La mobilisation est réalisée par des ambassadeurs recrutés spécifiquement par **E3D**. Elle consiste à rencontrer environ 2 600 salariés en face à face, à leur poser des questions pour les engager sur le dispositif d'échange citoyen utilisé pour implémenter les différents protocoles expérimentaux du programme expérimental. L'objectif de la mobilisation est d'obtenir de 1 800 salariés leur accord pour être accompagnés. Cet accord se traduisant par la transmission d'un moyen de contact (téléphone et/ou mail).

#### **Le coaching par mail et téléphone**

La présentation des contenus permettant le coaching des salariés participants, est assurée par la plateforme innovante GD6D™ apportée par **E3D** pour pouvoir implémenter les différents protocoles expérimentaux. L'animation par mail et par téléphone est assurée par **E3D**. L'objectif est de maintenir un taux d'activité entre 60 et 65%. Le taux d'activité est calculé automatiquement par la plateforme. Il tient compte de la fréquence moyenne à laquelle répond le salarié. Dans le cadre de la présente expérimentation les fréquences les plus largement rencontrées seront toutes les 6 à 8 semaines.

## ARTICLE 4 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

La présente convention signée par les **PARTIES**, prend effet à compter de sa notification par la **CASA**. Sa durée est de 24 mois.

En cas de retard imputable à l'une des parties dans l'exécution de l'une des phases, telles que fixée par le planning d'exécution annexe n° 1, la durée de la convention sera prolongée de 3 mois afin de permettre le déploiement de toutes les phases prévues au planning, et ce, sans indemnité à la charge de la **PARTIE** responsable.

Au-delà de ce délai, la durée de la convention sera prolongée jusqu'à l'exécution des prestations prévues. Dans cette dernière hypothèse les **PARTIES** formalisent un avenant 3 mois avant l'échéance de la convention pour établir les conditions techniques et financières de ce prolongement.

Les **PARTIES** pourront également d'un commun accord et par voie d'avenant prolonger la durée de la convention et modifier les conditions financières pour répondre à de nouveaux besoins qui n'étaient pas connus au moment de la signature de la présente convention.

Nonobstant l'échéance de la convention ou sa résiliation anticipée dans les cas prévus à l'article 11 « Résiliation ».

Les dispositions des articles 5 (Obligations et Responsabilité), 7 (Confidentialité), 8 (Propriété Intellectuelle), 9 (Publications) et 13 (Droit Applicable – Litiges) survivront à toute expiration ou résiliation pour la durée des droits et obligations qu'ils contiennent.

## ARTICLE 5 - OBJECTIFS TANGIBLES VISES PAR LE PROGRAMME EXPERIMENTAL

L'objectif du programme expérimental est de permettre aux salariés de l'espace urbain retenu de changer plusieurs de leurs pratiques quotidiennes vers plus de sobriété et d'éco-responsabilité, avec un focus sur les changements de comportement de mobilité, et en particulier des auto-solistes.

Chaque salarié participant pourra choisir dans plusieurs domaines d'actions pour parvenir aux résultats : réduire sa production de déchets, mieux trier, moins consommer d'énergie, mieux utiliser la ressource en eau, moins utiliser sa voiture, recourir au transports en commun, recourir au vélo et vélo à assistance électrique, covoiturer, moins se déplacer, mieux consommer ou encore trouver une meilleure gestion de ses dépenses afin d'être moins contraint sur le paiement de certains services indispensables comme l'eau ou l'énergie par exemple.

Il pourra également bénéficier de propositions spécifiques à son entreprise (éco-gestes facilités sur son lieu de travail, accès à un service de bien être éco-responsable, etc.).

Pour la **CASA**, les objectifs poursuivis sont :

- Obtenir avec chaque salarié un dialogue régulier sur un ensemble de sujets permettant aux salariés d'être plus éco-responsables (par mail et par téléphone) (données mesurées par la plateforme)



- Obtenir une amélioration de la perception des services de mobilité proposés par la collectivité à partir d'un questionnaire passé sur une partie statistiquement significative des salariés accompagnés comparé aux résultats obtenus par le même questionnaire sur une zone contrôle (données mesurées par la plateforme)
- Provoquer 4 à 5 changements de pratiques en moyenne par an (mesurés par la plateforme sur la base des participants actifs)
- 7 à 8% des salariés auto-solistes actifs sur la plateforme vont adopter un mode de déplacement plus éco-responsable (données mesurées par la plateforme)
- Les salariés non-autosolistes actifs sur la plateforme vont davantage aller vers une mobilité écoresponsable (report modal plus important) que les auto-solistes (données mesurées par la plateforme)
- Les salariés non mobilisés ou peu actifs sur la plateforme vont également changer leurs pratiques de mobilité vers plus d'éco-responsabilité du fait de l'activation d'une norme sociale visible de tous (affichage, courriers, réseaux sociaux, communication de l'entreprise, etc. prévus par le programme expérimental). Ces résultats seront mesurés par des comptages et/ou des questionnaires gérés par les entreprises participantes ou par la **CASA** > 3 questionnaires avant, pendant et en fin d'opération. Les questionnaires sont fournis par **E3D**)
- Les changements de comportement sont pérennes (données mesurées 12 mois après la fin de la convention par la collectivité via une commande spécifique vers **E3D** et/ou par un questionnaire passé par les entreprises participantes et/ou par un comptage réalisé par la **CASA**)
- Augmenter le sentiment d'appartenance à son entreprise et à la collectivité pour plus de 50% des salariés (données mesurées par la plateforme sur la base des participants actifs)
- Disposer d'une méthode répliquable à grande échelle pour un coût cible, objectif partagé avec la Région Sud et l'ADEME, partenaires du projet
- Réduire les coûts d'accompagnement en testant avec **E3D** une interface numérique permettant aux entreprises d'utiliser le dispositif pour promouvoir leurs actions en faveur de la transition écologique et pour le bien être de leurs salariés. L'objectif est de faire en sorte que le travail des **PARTIES** amène 70% des entreprises participantes à financer des accompagnements complémentaires pour leurs salariés > ce qui permettra à la **CASA** d'avoir des pistes de coopération complémentaires avec les entreprises pour passer à grande échelle.

Durant le programme expérimental, toutes les mesures seront comparées entre les groupes expérimentaux et le groupe témoin. Il sera ainsi possible de déterminer quelles sont les différences d'impact des dispositions mises en place, ou non, sur chaque groupe. Les propositions de mesures seront faites à l'issue de la phase de diagnostic initial sous la forme d'un document rédigé par **E3D**. Elles seront améliorées puis validées par les **PARTIES**.

## ARTICLE 6 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE

Les **PARTIES** s'engagent à réaliser les travaux conformément à l'annexe technique jointe dans la limite de la durée prévue à l'article 3 et des moyens consentis prédéfinis en annexe 2 (annexe financière) mais il est expressément convenu entre les **PARTIES** que l'obtention de résultats, l'atteinte d'objectifs,

voire même la réalisation des travaux si des aléas techniques ou scientifiques l'empêchent, ne peuvent être garantis, l'exécution de la présente convention à ce titre, constituant pour les **PARTIES** une obligation de moyens au sens de la jurisprudence, et non une obligation de résultats.

**E3D** est responsable unique de la protection des données personnelles qui sont collectées auprès des salariés via la plateforme numérique utilisée pour le déploiement du programme expérimental. A cette fin, **E3D** détermine les règles d'utilisation des données personnelles dans les CGU et a la responsabilité d'obtenir (ou pas) le consentement des habitants par voie numérique. Les **PARTIES** se mettent d'accord dans la présente convention que l'utilisation des données collectées auprès de salariés (qui seront explicitées dans les CGU) aura toujours pour objectif d'aider les salariés à progresser dans leurs niveaux d'éco-responsabilités.

La **CASA** garantit à **E3D** une collaboration pleine et entière et s'engage à lui fournir toutes informations utiles à la réalisation de l'expérimentation qui sont à sa disposition.

Chaque **PARTIE** déclare qu'elle a souscrit toutes assurances nécessaires pour garantir les dommages et préjudices matériels ou immatériels qu'elle pourrait causer à l'autre PARTIE ou aux tiers du fait de l'exécution de la présente convention.

**E3D** déclare que l'utilisation qu'il fera des connaissances et des résultats issus de la recherche se fera à sa discrétion et sous ses seuls risques et responsabilité. Il s'interdit donc de rechercher la responsabilité de la **CASA**, leurs représentants et leurs assureurs respectifs quant aux conséquences, de toute nature, qui pourraient résulter de cette utilisation et les garantit contre tout recours de tiers.

## ARTICLE 7 - PLANNING PREVISIONNEL

Le planning prévisionnel est joint dans l'annexe 1 de la présente convention.

## ARTICLE 8 - MODALITES FINANCIERES

Le coût total du projet est estimé à **420 000 €TTC**.

Chaque PARTIE prend en charge une partie des coûts et la répartition se justifie de la manière suivante.

Le protocole expérimental du projet va être déployé sur le terrain grâce à des outils numériques innovant propriétés d'E3D. Ces outils comprenant une plateforme numérique intelligente et des fonctionnalités qui lui sont directement rattachées (application tablette, animation téléphonique, Pao, algorithme auto-apprenant) bénéficient d'efforts de recherche constants d'E3D. Ils permettent d'implémenter simplement le protocole expérimental du projet et d'acquérir et de sécuriser un très grand nombre de données personnelles permettant le déploiement du protocole auprès de salariés et l'évaluation du projet de recherche. Ces outils contiennent également un grand nombre de contenus de communication qui ont fait leur preuve auprès de plusieurs milliers d'habitants et salariés auparavant. E3D dans le cadre de la présente convention les apporte gratuitement. Ils ont une valeur

estimée en fonction du nombre de salariés accompagnés de 15€ par salarié accompagné et par an, soit un apport dans le cadre du présent projet estimé à **54 000€**.

A cela, E3D finance une part des coûts engagés spécifiquement pour le projet, notamment ceux concernant les contenus de communication créés avec les outils de la plateforme GD6D et techniquement indissociables et les développements numériques permettant le bon fonctionnement des outils apportés par E3D pour répondre aux demandes des scientifiques pour déployer dans de bonnes conditions le protocole expérimental. Ces coûts s'élèvent à **80 000€**.

Le complément, soit **286 000€TTC** est apporté par la CASA, avant prise en compte du soutien de la Région et de l'ADEME.

Les dépenses seront engagées par les parties selon le calendrier prévisionnel suivant :

	2019	2020	2021	Total
<b>E3D</b>	56 500 €	55 000 €	22 500 €	<b>134 000 €</b>
<b>CASA</b>	86 000 €	100 000 €	100 000 €	<b>286 000 €</b>
<b>Total</b>	<b>142 500 €</b>	<b>155 000 €</b>	<b>122 500 €</b>	<b>420 000 €</b>

## Subventions

La **CASA** sollicite des partenaires aux fins de contribuer au financement et à la réalisation des objectifs du programme expérimental objet de la présente convention.

Dans le cadre du financement de ce projet, la CASA a sollicité des subventions auprès de la Région Sud et de l'ADEME, pour un montant global estimé à 200 000€.

Le montant des subventions en partie étant prévisionnel à la signature de la convention, les Parties pourront décider d'économies à réaliser sur la phase 3, équivalant au montant que les Parties n'auront éventuellement pas obtenu des partenaires financeurs. Les pistes d'économies porteront sur le nombre de salariés accompagnés, le nombre de manifestations et de défis collectifs animés et ainsi que la non-levée de l'option sur la création d'une interface clients. Cette modification de projet donnera lieu à un avenant à la présente convention.

Modalités de paiement :

**E3D** émettra 5 factures qui seront réglées de la manière suivante :

- 1<sup>ère</sup> facture à la signature de la convention : 30% du montant forfaitaire
- Emission de la 2<sup>ème</sup> facture à 8 mois après la signature de la convention : 15% du montant forfaitaire
- Emission de la 3<sup>ème</sup> facture 15 mois après la signature de la convention : 20% du montant forfaitaire



- Emission de la 4<sup>ème</sup> facture 18 mois après la signature de la convention : 15% du montant forfaitaire
- Emission de la 5<sup>ème</sup> facture à la remise du dernier rapport final : le solde

Chaque facture émise dans le respect des conditions ci-dessus sera payée par la **CASA** dans un délai de 30 jours suivant réception des factures.

### Modalités de paiement

Le taux de TVA applicable sera celui en vigueur au moment du fait générateur.

Elle sera payable par chèque bancaire ou virement bancaire sur le compte ouvert au nom d'E3D-Environnement :

Banque : CA Alpes-Provence

N° de compte : 48112375166

Clé RIB: 81

Agence : Entreprise innovation

Code Banque: 11306

Code guichet: 00010

Pour la **CASA**, les factures seront adressées via le logiciel Chorus

avec les références suivantes [CONVENTION DE PARTENARIAT DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT].

La **CASA** certifie que ces références sont les seuls nécessaires pour le paiement des factures.

### ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE

Dans la présente convention, les termes "Information(s) Confidentielle(s)" désignent toutes informations ou données indiquées comme confidentielles par la **PARTIE** qui les divulgue et communiquées de quelque manière que ce soit dans le cadre de la présente Convention.

La communication des Informations Confidentielles peut être faite par écrit, oralement ou par tout autre moyen, notamment par la transmission d'échantillons, de modèles, par moyens vidéo, informatiques et photographiques ou durant une visite. Il est en outre expressément convenu que toute information à laquelle la **PARTIE** destinataire a ou peut avoir accès lors de visites des locaux de la **PARTIE** émettrice, ou qui serait obtenue au moyen de tests, études, analyses de tout échantillon, composant ou équipement informatique mis à la disposition de la **PARTIE** destinataire et désignés comme confidentiels seront protégés conformément aux termes de l'article 7.2.

**9.1** Chaque Partie s'engage à :

- i. ne pas utiliser ces Informations à d'autres fins que la réalisation de la RECHERCHE ;
  - ii. ne pas divulguer à des tiers les informations désignées comme confidentielles reçues de l'autre **PARTIE** à l'occasion de l'exécution de la RECHERCHE et à prendre toute mesure pour en éviter la divulgation, sauf dans l'hypothèse où la divulgation des informations serait nécessaire pour mener à bien l'exécution de la présente convention ;
- Toutefois cette disposition ne peut faire obstacle à l'exercice par chaque **PARTIE** de ses droits de propriété intellectuelle sur les Connaissances Antérieures et les Résultats tels que définis aux articles 7 et 8 ci-après ; chaque **PARTIE** s'engageant à ne les utiliser que conformément à ces dispositions.

Chaque **PARTIE** s'engage en outre à porter la confidentialité de ces informations à la connaissance de son personnel et à veiller à ce qu'il respecte les termes des présentes.

**9.2** Ne sont pas considérées comme confidentielles, les informations dont une **PARTIE** pourra prouver :

- i. qu'elles font partie du domaine public ou y sont tombées autrement que par suite de manquement à l'obligation de secret prévue aux présentes;
- ii. qu'elles les détenaient de façon licite préalablement à la signature de cette convention ou avant leur communication par l'autre **PARTIE** ;
- iii. qu'elles les ont reçues d'un tiers de bonne foi ayant le droit d'en disposer.

**9.3** Ces engagements resteront en vigueur pendant toute la durée de la présente convention et pendant les deux années suivant son expiration ou sa résiliation, mais cesseront automatiquement de façon anticipée dès lors que les informations auront été divulguées par **E3D** ou par un tiers, sans participation de la **CASA**.

## **ARTICLE 10 - SECURISATION DES DONNEES PROPRIETES DES FOYERS**

**E3D** est seul responsable de la sécurisation et de l'intégrité des données propriétés des foyers et s'engage à les traiter avec le même niveau de moyens que pour la gestion de ses propres données à caractère confidentiel. La conservation, du traitement et l'exploitation de ces données seront réalisées dans le respect des CGU validés numériquement par les habitants lors de la phase de mobilisation et en conformité avec le RGPD.

## **ARTICLE 11 - PUBLICATIONS**

**11.1** Toute publication ou communication relative à la RECHERCHE, par l'une ou l'autre **PARTIE**, devra recevoir, pendant la durée de la présente convention et les douze mois qui suivent son expiration ou sa résiliation, l'accord écrit de l'autre **PARTIE** qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la demande écrite. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

**11.2** En conséquence, l'autre **PARTIE** pourra supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation pourrait porter préjudice à l'utilisation industrielle et commerciale des résultats de la RECHERCHE mais de telles suppressions ou modifications ne devront pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.

**11.3** L'autre **PARTIE** pourra retarder la publication ou la communication d'une période maximale de 18 mois si certaines informations doivent faire l'objet d'une protection par brevet.

**11.4** Ces publications devront mentionner le concours apporté par chaque **PARTIE** à la réalisation de la RECHERCHE.

## **ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ DES CONNAISSANCES PROPRES ET DES RESULTATS DE LA RECHERCHE**

Pour rappel, la prestation de recherche consiste en des travaux expérimentaux originaux entrepris en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables en termes de comportements humains, pour répondre aux objectifs de chacun des partenaires (précisés dans le préambule de la convention).

### **ARTICLE 12.1 : CONNAISSANCES PROPRES**

L'autre Partie ne reçoit aucun droit sur ses Connaissances Propres du fait du Contrat.

Chacune des **PARTIES** demeure propriétaire des connaissances et résultats de ses recherches et développements propres, brevetés ou non, comme de son savoir-faire, acquis antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention ou que chaque **PARTIE** peut être amenée à développer seule ou à acquérir par la suite, dans la mesure où ces connaissances ne résultent pas des études ou travaux réalisées dans le cadre de la présente convention. Toutes les améliorations et/ou modifications et/ou perfectionnements réalisés dans le cadre de l'Etude d'une Connaissance Propre d'une Partie sont la propriété de cette **PARTIE**, et ce quelque en soit l'auteur et/ou inventeur (cf. en annexe le détail des connaissances propres qui seront utilisées par chaque **PARTIE** dans le cadre de ce projet).

Nonobstant ce qui précède, il est convenu que chaque **PARTIE** concède à l'autre un droit non exclusif et gratuit d'utilisation de ses connaissances antérieures dans la mesure où ses dernières seraient nécessaires à la réalisation du projet. Ce droit d'utilisation prendra fin de plein droit au terme de la présente convention.

### **ARTICLE 12.2 : RESULTATS DE LA RECHERCHE**

Les résultats de la recherche sont les principes à respecter pour avoir des changements de comportements dans le domaine de la mobilité, le processus et les résultats obtenus avec les leviers utilisés en phase expérimentale et leur traduction en indicateurs terrains (comportementaux et mesures).



Ces Résultats appartiennent conjointement à la **CASA** et à **E3D** à hauteur de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers.

Par conséquent, dans l'hypothèse où lesdits résultats s'avèrent protégeables par un droit de propriété intellectuelle et que l'une des PARTIES souhaite les protéger, les PARTIES seront Co titulaires des droits sur les résultats de la recherche.

De la même manière, si les résultats le permettent, les PARTIES s'entendront sur la possibilité de les publier conjointement dans une revue scientifique.

Les contenus de communication créés avec les outils de la plateforme GD6D et techniquement indissociables sont propriétés d'**E3D**.

## **ARTICLE 13 - UTILISATION ET EXPLOITATION DES CONNAISSANCES PROPRES ET DES RESULTATS DE LA RECHERCHE**

### **ARTICLE 13.1 : UTILISATION AUX FINS DE RECHERCHE**

Chaque Partie peut utiliser librement et gratuitement les Résultats issus du projet pour ses besoins propres de recherche.

### **ARTICLE 13.2 : EXPLOITATION INDUSTRIELLE ET/OU COMMERCIALE**

Chacune des Parties copropriétaire bénéficie du droit d'exploitation des résultats issus du projet sans aucune contrainte.

Dans le cadre du projet **E3D** réalisera des adaptations de la plateforme numérique et outils numériques rattachés à la plateforme. L'ensemble des adaptations réalisées dans ce cadre restera la propriété d'**E3D** titulaire de logiciel de base. De la même manière, si la **CASA** entreprend d'améliorer un de ses outils numériques pour soutenir le déploiement du projet, ces outils resteront sa propriété.

### **ARTICLE 13.3 : UTILISATION DES CONNAISSANCES NON ISSUES DE L'ETUDE APRES L'ETUDE**

Si l'exploitation des Résultats issus de l'Etude par l'une des Parties nécessite l'utilisation du savoir-faire ou de brevets antérieurs détenus pour partie ou en totalité par l'autre, celle-ci s'efforce, sous réserve des droits consentis à des tiers, de favoriser cette exploitation. Les conditions d'utilisation des droits antérieurs sont alors fixées contractuellement au cas par cas.

## **ARTICLE 14 - COMMUNICATIONS AUTRES QUE LA RECHERCHE**

**E3D** et la **CASA** s'engagent mutuellement à se citer sur chacun des documents produits, présentations ou communications, faites sur le projet de recherche.

Tout projet de publication ou de communication relatif au projet ou aux résultats issus du projet doit obtenir, pendant la durée de la présente convention et les 6 mois qui suivent son expiration, l'accord écrit de l'autre partie qui fait connaître sa décision dans un délai maximum de 3 semaines à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord est réputé acquis.

La mention des partenaires financiers Région Sud et ADEME devra paraître sur tout support de communication de l'opération.

Le projet de publication ou de communication correspondant doit faire référence au concours apporté par chacune des parties à la réalisation du projet.

## **ARTICLE 15 - COLLABORATION AVEC DES TIERS**

Les **PARTIES** prévoient de collaborer avec le Sophia Club Entreprise et les entreprises de la zone d'activité concernée dans le cadre de la bonne exécution du programme expérimental.

Au cas où, durant le déroulement du service pilote, **E3D** et/ou la **CASA** jugerait(ent) souhaitable de faire appel à la collaboration d'un tiers, le choix et les modalités de cette collaboration seraient soumis à l'accord préalable écrit de chaque **PARTIE** et aux règles de confidentialité de l'article 7.

## **ARTICLE 16 - RESILIATION**

En cas d'inexécution par l'une des **PARTIES** d'une ou plusieurs de ses obligations essentielles contenues dans les diverses clauses de la présente convention, l'autre **PARTIE** pourra le résilier. Cette résiliation ne devient effective qu'un mois après l'envoi par la **PARTIE** plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la **PARTIE** réputée « défaillante » exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la **PARTIE** défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas Fortuit ou de Force Majeure. Par Force Majeure, on entend, tout événement extérieur à une **PARTIE**, imprévisible, irrésistible dans sa survenance et ses effets, et qui rend impossible l'exécution de tout ou partie de la Convention.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la **PARTIE** défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Le contrat est résilié de plein droit dans le cas où la société **E3D** fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur sous réserve des dispositions de l'article L 621-28 du Code de Commerce.

## **ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE**

Chaque partie ne peut sous-traiter une part des prestations qui lui sont confiées sans l'accord écrit de l'autre **PARTIE**. Chacune reste seule responsable vis-à-vis de l'autre et des tiers, de la bonne exécution par son (ses) sous-traitants des prestations confiées à ce dernier.

## ARTICLE 18 - MODIFICATIONS

Si des modifications sur le fonctionnement des protocoles expérimentaux s'avèrent nécessaires afin de l'adapter à des besoins nouveaux qui se font jour pendant l'exécution de la présente convention, elles seront décidées d'un commun accord entre les **PARTIES** avec les modifications contractuelles correspondantes et seront transcrites et applicables dans un avenant établi à cet effet.

## ARTICLE 19 - LOI APPLICABLE - LITIGES

Le droit applicable à la présente convention est le droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention ou de différend entre les Parties s'y rapportant, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, le différend sera soumis au Tribunal-compétent.

Fait à Valbonne, le xxxxxxxx 2019

en deux (2) exemplaires originaux

**Pour E3D**

Gilles MARCHAL  
Gérant

**Pour la CASA**

Jean LEONETTI  
Président

## ANNEXE 1 : DESCRIPTION DU PROGRAMME EXPERIMENTAL

Un des domaines d'intervention les plus développés par les psychologues sociaux est bien celui des changements d'attitude – ce que l'on pense à propos d'un objet donné, et de comportements – ce que l'on fait à propos de cet objet. Si les premières recherches avaient pour objet principal les comportements citoyens comme l'aide d'Autrui, c'est aujourd'hui l'objet « environnement » qui est parmi les plus étudiés. Des questions générales à propos de l'environnement : « que pense les personnes en général de l'environnement, que font-ils en faveur de la protection de l'environnement, que ne font-ils pas, comment les inciter à faire plus ? » se sont déclinés autour d'objets plus précis, car la littérature scientifique a montré que si chaque comportement pro-environnemental que l'on étudie (trier ses déchets, prendre les transports en commun, réduire ses consommations énergétiques, etc.) a des caractéristiques communes aux autres – par exemple, parce qu'ils relèvent tous d'une norme sociale, ces comportements ont aussi des caractéristiques propres en termes motivationnels. Autrement dit, chaque comportement relève d'une situation sociale particulière dans lequel il se déroule, qui est souvent complexe car multi-composante. Appréhender ces situations sociales est donc le premier pas nécessaire pour comprendre ce que pensent les individus, mais pas forcément ce qu'ils font.

Une des erreurs de sens commun consiste à considérer qu'il suffit de provoquer des prises de conscience pour modifier les comportements. La plupart des campagnes de communication visant la préservation de l'environnement relèvent de ce présupposé. Bien que le travail d'information et de sensibilisation des associations de protection de l'environnement ou des politiques publiques soit nécessaire voire indispensables pour permettre d'augmenter les connaissances, informer les individus ne suffit pas à modifier leurs comportements. Dès les années 70', un chercheur américain montrait déjà dans des études sur la propreté de l'environnement que 95% des personnes interrogées se déclarent prêtes à ramasser des papiers par terre, mais qu'elles ne sont que 2% à le faire réellement. Autrement dit, si transmettre de l'information sur l'importance de préserver l'environnement ou sur les conséquences que peuvent avoir des déchets laissés dans la rue s'avère indispensable, cela ne suffit pas à influencer les comportements futurs. Dans ce domaine, c'est le passage à l'action qui s'avère le plus efficace. C'est dans ce sens que plusieurs chercheurs français ont développé les théories de l'Engagement (Joule & Beauvois, 1998) et de la communication engageante (Girandola, Bernard & Joule, 2010), qui postulent que la réalisation d'un petit comportement, peu coûteux et facile à réaliser dans des conditions situationnelles spécifiques (comme le fait que ce comportement soit réalisé en public, en l'absence d'obligation, etc.) permet aux individus d'être plus sensibles à la réalisation d'actions futures ou à des arguments persuasifs allant dans le même sens.

### Problématique

Un des besoins identifiés par la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (CASA) est la modification des comportements de mobilité domicile-travail des salariés des zones d'activité vers des modes de transports plus écologiques. C'est ce que l'on appelle le report modal : de l'utilisation individuelle de sa propre voiture, passer par exemple à des pratiques de covoiturage, à l'utilisation de transports en communs, d'un vélo ou d'une trottinette....



Afin d'agir sur les comportements et réduire l'usage de la voiture individuelle, des méthodes de marketing individualisé (à titre d'exemples, on citera IndiMark® ou TravelSmart®) ont déjà été expérimentées. Basées sur l'identification des besoins des usagers via des contacts personnalisés, ces méthodes visent à inciter la modification des pratiques en fournissant des informations ciblées sur les alternatives possibles à l'usage de la voiture individuelle (Rocci, 2015). Il est fort à parier que ces méthodes restent peu connues à cause de leurs résultats limités : non seulement parce qu'elles restent informatives, et ne permettent pas d'engager les individus dans l'action, mais aussi parce qu'elles ciblent uniquement des participants ouverts à l'idée d'expérimenter une mobilité douce. Lorsque l'on souhaite favoriser l'écomobilité chez tous les individus, indépendamment de leurs opinions à propos de l'environnement, la littérature recommande des interventions individuelles construites à partir de la communication engageante (Matthies, Klockner & Preißner, 2006 ; Rubens et al., 2011), et présentant dans ce cadre des informations normatives sur la situation (ce qui est socialement désirable de faire) – autant de leviers pouvant encourager les « bonnes » pratiques (Bourg, 2011).

Le présent programme expérimental, construit à partir du modèle de l'ingénierie psycho-sociale (Py & Somat, 2001), vise à identifier les leviers motivationnels efficaces pour favoriser le report modal, mais aussi les freins à ce report que l'on cherchera à solutionner, afin de proposer une solution de changement en faveur de l'écomobilité auprès du plus grand nombre.

## Méthodologie du programme expérimental

### Phase 1 : Préparation du programme expérimental

Il s'agira en premier lieu de comprendre les pratiques de mobilité actuelle des salariés et identifier les leviers ou freins motivationnels au report modal par une approche multiméthodes.

- Analyse de la littérature « grise » existante (actions précédentes, études antérieures, situation sociogéographique des salariés, infrastructures mises à leur disposition, etc...)
- Entretiens individuels de recherche (15 à 20 entretiens auprès de salariés et responsables d'entreprises) – analyse discursive par statistiques textuelles

La combinaison des résultats complémentaires obtenus permettra la construction d'indicateurs psychosociaux pertinents pour appréhender dans le temps les pratiques ou changements de pratiques de mobilité dans l'échantillon constitutif de notre expérimentation en phase 2.

Les interventions psychologiques sont conçues pour adapter les perceptions, les croyances et les attitudes, et conduire librement au changement de comportement. Mais ces interventions peuvent nécessiter des modifications contextuelles physiques (nouvelles infrastructures par exemple) pour créer des conditions facilitantes. Souvent, les infrastructures existent mais ne sont pas identifiées comme telles par les utilisateurs, ou peu utilisées pour des raisons géographiques, pratiques, etc. A l'issue de cette première phase, il est donc possible que des interventions structurales soient préconisées, et que d'autres entretiens soient envisagés afin que les résultats expérimentaux de la phase suivantes ne dépendent pas de variables extérieures contrôlable a priori.

## **Phases 2 et 3 : Mobilisation et animation de la communauté à partir de la plateforme et accompagnement des salariés par téléphone et gestion du programme expérimental**

Il s'agira de tester le dispositif GD6D™ auprès de salariés selon la méthode expérimentale

- Pré-test : passation d'un questionnaire regroupant les indicateurs issus de l'étude préliminaire auprès d'un échantillon réduit de salariés

Participants : échantillon d'environ 2.600 salariés sur le site de Sophia Antipolis

### **Plan d'expérience et hypothèses opérationnelles**

#### *Variables contrôles liées aux participants*

- Age, catégorie socio-professionnelle, nombre de personnes dans le foyer (enfants notamment), distance et trajets domicile-travail,
- Attitude initiale envers l'environnement (questionnaire standardisé), habitudes initiales en termes de mobilité (passation du questionnaire issu de la phase 1)

#### *Variable dépendante « mobilité écoresponsable – report modal »*

- Inscription dans le dispositif GD6D™ : avec (groupe expérimental, N=1.800) vs. sans (groupe contrôle, N=200)
- Transport initialement privilégié pour les trajets domicile-travail : voiture individuelle en pratique auto-soliste vs. autres

**Hypothèse 1.** Effet principal de l'inscription dans le dispositif GD6D™ : les participants du groupe expérimental vont davantage aller vers une mobilité écoresponsable (report modal plus important) que les participants du groupe contrôle

**Hypothèse 2.** Effet du mode de transport initial : dans le groupe expérimental, les salariés non-auto-solistes vont davantage aller vers une mobilité écoresponsable (report modal plus important) que les auto-solistes

#### *Ajustement du dispositif GD6D™ au report modal*

- Amélioration continue lors de l'accompagnement dans le dispositif GD6D™ (contenus de communication, leviers motivationnels mobilisés, etc.). Les normes sociales prescriptives (par exemple « X personnes de mon groupe ont déjà réalisé tel et tel comportements ») sont générées par la plateforme intelligente GD6D™ et peuvent être ajustées en fonction de leur force persuasive et de leur impact sur le sentiment d'appartenance à un groupe donné. Les hypothèses suivantes seront testées toutes les 6 à 8 semaines afin de pouvoir générer dans le temps imparti la méthode de changement la plus efficace possible.

**Hypothèse 3.** Effet de la personnalisation de la communication : dans le groupe expérimental, les salariés agissant déjà en faveur de la protection de l'environnement vont plus rapidement aller vers

une mobilité écoresponsable (report modal plus constaté plus tôt) que les salariés n'agissant pas déjà en faveur de la protection de l'environnement

**Hypothèse 4.** Effet de la source normative : dans le groupe expérimental, l'activation d'une norme sociale prescriptive augmentera davantage le report modal lorsqu'elle relèvera d'un endogroupe spécifique (les autres salariés) plutôt que d'un endogroupe général (les autres habitants de la région)

L'évaluation se fera en continu à partir de protocoles déterminés en phase 1 et validé par les PARTIES. Ce protocole pourra être ajusté à la marge en fonction des résultats intermédiaires obtenus par la recherche.

### Bénéfices attendus

Ce programme de recherche vise principalement à développer de nouvelles connaissances, d'une part sur l'écomobilité et les pratiques actuelles dans la CASA, d'autre part sur l'accompagnement dans la durée des populations – ici les salariés, pour favoriser l'écomobilité, et, de façon plus large, pour réussir la transition écologique. En plus des bénéfices environnementaux et économiques sous-jacents à ces objectifs, on peut également souligner un bénéfice social, puisque la proposition de recherche permet d'agir sur le sentiment d'appartenance, facteur déterminant du bien-être au travail.

E3D-Environnement va enrichir ses connaissances et son dispositif numérique à travers les résultats obtenus, mais aussi les partager avec la communauté scientifique (rédaction de synthèse critique, note théorique et recherches empiriques sous forme d'articles scientifiques).

La CASA va acquérir une forte maîtrise d'usage pour obtenir plus rapidement des changements de pratique des salariés vers plus d'éco-responsabilité et être plus efficace dans sa communication. Elle bénéficiera d'une méthodologie efficiente sur laquelle de futures actions pourront être mises en place.

## Planning du programme expérimental

	2019			2020				2021		
	oct	nov	déc	1er trim	2e trim	3e trim	4e trim	1er trim	2e trim	3e trim
<b>Phase 1 - Préparation du programme expérimental</b>										
Préparer et animer la réunion de lancement de l'opération										
Comprendre les pratiques de mobilité actuelle des salariés										
Identifier les leviers ou freins motivationnels au report modal par une approche multiméthodes										
Construire le plan d'accompagnement et les protocoles expérimentaux										
Adapter la plateforme aux besoins des protocoles										
Créer des contenus de communication spécifiques										
<b>Phase 2 - Mobiliser et animer la communauté à partir de la plateforme</b>										
Recruter et former des ambassadeurs pour mobiliser les salariés en face à face										
Mobiliser les salariés et inscrire les participants sur la plateforme pilotant le coaching des salariés										
Donner un accès personnel à chaque salarié participant mobilisé										
Créer des contenus print et mettre en valeur le projet sur les réseaux de communication existants pour										
Améliorer en continu le fonctionnement de la plateforme en fonction des parcours salariés										
Créer des contenus de communication spécifiques implémentés sur la plateforme										
<b>Phase 3 - Accompagner les salariés par téléphone et gérer l'entièreté du programme</b>										
Coordonner et gérer le projet (4 réunions en présentiel)										
Recruter et former les animateurs en charge de coacher les salariés par téléphone										
Coacher les salariés participants par téléphone										
Suivre les protocoles expérimentaux et les ajustements fonction des retours d'usages										
Fournir les concepts de deux manifestations des résultats sur le terrain										
Mobiliser les salariés par téléphone pour les faire venir massivement aux manifestations										
Participer à l'animation des manifestations (2)										
Conceptualiser et déployer sur la plateforme de coaching deux défis collectifs pour les salariés										
Intéresser les entreprises participantes à investir dans l'accompagnement des salariés										
Créer une interface clients d'adressage de communications ciblées vers les salariés										
<b>Phase 4 - Evaluations</b>										
Préparer et organiser des réunions de coordination (4 en présentiel) > coordonner l'équipe mesure										
Récupérer les données terrain et plateforme										
Consolider les données terrain et plateforme										
Analyser les données et rédiger les rapports d'activité (3)										

## ANNEXE 2 : DETAIL DU COUT DU PROJET DE RECHERCHE L'EXPERIMENTATION

Désignation		Coûts unitaires	Quantité Jour(s) ou nbre	Montant final TTC	Pris en charge par	
					E3D	CASA
<b>PHASE 1 : DEMARRAGE</b>						
<b>MISE EN PLACE DES INDICATEURS DE MESURE TERRAIN</b>				6 118 €	- €	6 118 €
Conception indicateurs (ex. questionnaire mobilité), recueil & consolidation données partenaires (ex. études mobilité) & données obtenues via le diagnostic terrain						
	Ingénieur Chef de projet senior	453 €	3	1 359 €		1 359 €
	Chercheur Expert	476 €	4	1 903 €		1 903 €
Etude terrain et sur données fournies par les partenaires pour un choix de zones de contrôle (zones comparables à la zone expérimentale (par ex. en terme d'activités et de proximité de services de mobilité) où il sera possible de mesurer d'éventuels changements de pratique et où nous irons interroger un nombre de salariés suffisant (ex. 200) pour avoir un état zéro de leur mobilité, et des possibilités de les recontacter pour avoir un suivi dans le temps						
	Chercheur Expert	476 €	3	1 427 €		1 427 €
	Chargé de projet	376 €	3	1 128 €		1 128 €
	Déplacements	150 €	2	300 €		300 €
<b>DIAGNOSTIC EN MARCHANT ET ECHANCES AVEC LES ENTREPRISES</b>				10 367 €	- €	10 367 €
Préparation (réalisation d'un questionnaire salarié, d'un questionnaire responsable des entreprises), prises de rendez-vous avec les partenaires						
	Chercheur Expert	476 €	4	1 903 €		1 903 €
	Directeur conseil - développement	650 €	1	650 €		650 €
	Chargé de projet	376 €	2	752 €		752 €
Echanges qualitatifs avec 10 salariés et 6 à 10 responsables d'entreprise, consolidation, adaptation des contenus de communication aux besoins exprimés par entreprise (favoriser le 1er contact), traitement des informations recueillies, rédaction de contenus de communication pour informer les salariés du début de la mobilisation, rédaction d'un rapport synthétique pour les partenaires						
	Chercheur Expert	476 €	12	5 709 €		5 709 €
Coordination client						
	Chargé de projet	376 €	2	752 €		752 €
	Déplacements	150 €	4	600 €		600 €
<b>FORMATION DE LA COLLECTIVITE ET DE 7 à 8 ENTREPRISES A LEUR INTERFACE DE SUIVI</b>				1 885 €	- €	1 885 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	2	833 €		833 €
	Chargé de projet	376 €	2	752 €		752 €
	Déplacements	150 €	2	300 €		300 €
<b>CONCEPTION DU PLAN D'ACCOMPAGNEMENT ET DES PROTOCOLES EXPERIMENTAUX</b>				15 081 €	- €	15 081 €
	Chercheur Expert	476 €	16	7 612 €		7 612 €
	Directeur conseil - développement	650 €	8	5 204 €		5 204 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	4	1 665 €		1 665 €
	Déplacements	150 €	4	600 €		600 €
<b>ECHANGES, ADAPTATION PLAN D'ACCOMPAGNEMENT</b>				3 568 €	- €	3 568 €
	Chercheur Expert	476 €	4	1 903 €		1 903 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	4	1 665 €		1 665 €
<b>PARAMETRAGE DE LA PLATEFORME GD6D et du MODULE CLIENT (suivi en temps réel)</b>				9 813 €	9 813 €	- €
	Développeur expert	491 €	20	9 813 €	9 813 €	
<b>CREATION DE TRAMES DE GESTE IMPLEMENTES SUR LA PLATEFORME NECESSAIRES AU DEPLOIEMENT</b>				10 000 €	10 000 €	- €
	Rédaction d'une trame	2 000 €	5	10 000 €	10 000 €	
<b>REUNION DE LANCEMENT</b>				2 981 €	- €	2 981 €
Préparation & CR						
	Directeur général	759 €	0,5	379 €		379 €
	Directeur conseil - développement	650 €	1	650 €		650 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	1	416 €		416 €
Accompagnement, présence						
	Directeur général	759 €	1	759 €		759 €
	Chercheur Expert	476 €	1	476 €		476 €
	Déplacements	150 €	2	300 €		300 €
<b>SOUS TOTAL PHASE 1</b>				59 813 €	19 813 €	40 000 €



PHASE 2 : MOBILISATION ET ANIMATION DE L'OPERATION Y COMPRIS SUR LA PLATEFORME PILOTANT L'ACCOMPAGNEMENT PAR MAIL						
RECRUTEMENT DES AMBASSADEURS				2 878 €	- €	2 878 €
	Chargé de projet	376 €	4	1 505 €		1 505 €
	Chef d'équipe ambassadeur	343 €	4	1 374 €		1 374 €
FORMATION DES AMBASSADEURS				3 410 €	- €	3 410 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €		- €		
	Chercheur Expert	476 €	2	952 €		952 €
	Chargé de projet	376 €	3	1 128 €		1 128 €
	Chef d'équipe ambassadeur	343 €	3	1 030 €		1 030 €
	Déplacements	150 €	2	300 €		300 €
PAP				13 952 €	- €	13 952 €
	Ambassadeur mobilisation terrain	6 €	2200	13 952 €		13 952 €
	<i>par salarié mobilisé</i>					
ENCADREMENT & SUPERVISION DU PAP				14 764 €	- €	14 764 €
	Chef d'équipe ambassadeur	343 €	25	8 586 €		8 586 €
	Chargé de projet	376 €	10	3 762 €		3 762 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	1	416 €		416 €
	Déplacements	100 €	20	2 000 €		2 000 €
CREATION DES CONTENUS PRINT ET MISE EN VALEUR DU PROJET SUR LES RESEAUX DE COMMUNICATION EXISTANTS POUR RENDRE VISIBLE L'OPERATION AUPRES DES SALARIES NON INSCRITS ET DES PARTICIPANTS				28 012 €	- €	28 012 €
Conception des supports de communication : slogans, courriers, affichettes etc. incluant aller-retours avec client						
	Chercheur Expert	476 €	4	1 903 €		1 903 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	2	833 €		833 €
	Chargé de projet	376 €	6	2 257 €		2 257 €
	Forfait impression et mise en place			5 000 €		5 000 €
Animation des réseaux sociaux et des échanges entre salariés sur la plateforme GD6D						
	Chercheur Expert	476 €	4	1 903 €		1 903 €
	Chargé de communication	416 €	28	11 656 €		11 656 €
Maquettes, fichiers, suivi d'impression						
	Maquettiste-infographiste	297 €	15	4 460 €		4 460 €
AMELIORATIONS EN CONTINU DU FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME SUR LA DUREE DE L'EXPERIMENTATION EN FONCTION DES PARCOURS SALARIES				29 828 €	13 836 €	15 992 €
Suivi des interactions salariés sur la plateforme et adaptation continue des contenus et des recommandations						
	Chercheur Expert	476 €	20	9 515 €		9 515 €
Exploitation de la base de données comportementale pour fournir aux chercheurs les informations nécessaires pour une amélioration en continue						
	Data scientist	648 €	20	12 953 €	6 476 €	6 476 €
Petit forfait de développements spécifiques qui seront identifiés en phase de préparation par les partenaires (15 jours)						
	Développeur expert	491 €	15	7 360 €	7 360 €	
CREATION DE CONTENUS DE COMMUNICATION SPECIFIQUES IMPLÉMENTES SUR LA PLATEFORME				12 047 €	12 047 €	- €
Pour faciliter l'atteinte des objectifs liés au contexte Et permettre aux entreprises d'acheter des accompagnements pour favoriser leur politique RSE						
	Chercheur Expert	476 €	14	6 661 €	6 661 €	
	Directeur conseil - développement	650 €	7	4 553 €	4 553 €	
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	2	833 €	833 €	
SOUS TOTAL PHASE 2				104 891 €	25 882 €	79 009 €

PHASE 3 : ACCOMPAGNEMENT PAR TELEPHONE ET MAIL + MANIFESTATION ET DEFIS + SUIVI DES PROTOCOLES EXPERIMENTAUX ET AJUSTEMENTS						
COORDINATION ET GESTION DE PROJET				17 157 €	- €	17 157 €
Coordination générale, suivi mensuel						
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	8	3 330 €		3 330 €
	Chercheur Expert	476 €	8	3 806 €		3 806 €
Suivi quinzomadaire						
	Chargé de projet	376 €	20	7 523 €		7 523 €
Valorisation média						
	Expert communication	416 €	6	2 498 €		2 498 €
FORMATION DES ANIMATEURS TELEPHONIQUES				2 878 €	- €	2 878 €
	Chargé de projet	376 €	4	1 505 €		1 505 €
	Chef d'équipe ambassadeur	343 €	4	1 374 €		1 374 €
	Déplacements	150 €	0	- €		- €
ANIMATION TELEPHONIQUE				53 495 €	- €	53 495 €
	Animateur téléphonique	4,2 €	12 737	53 495 €		53 495 €
	nombre d'appels					
ENCADREMENT & SUPERVISION DE L'ANIMATION TELEPHONIQUE				13 669 €	- €	13 669 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	4	1 665 €		1 665 €
	Chargé de projet	376 €	10	3 762 €		3 762 €
	Chef d'équipe ambassadeur	343 €	24	8 243 €		8 243 €
ORGANISATION DE DEUX MANIFESTATIONS				14 521 €	- €	14 521 €
	Chercheur Expert	476 €	1	476 €		476 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	2	833 €		833 €
	Chargé de projet	376 €	1	376 €		376 €
	Expert communication	416 €	6	2 498 €		2 498 €
	Maquettiste-infographiste	297 €	1	297 €		297 €
	Animateur téléphonique	4,2 €	2 248	9 442 €		9 442 €
	Déplacements	150 €	4	600 €		600 €
ORGANISATION DE DEFIS COLLECTIFS				25 260 €	2 379 €	22 881 €
	Chercheur Expert	476 €	5	2 379 €	2 379 €	
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	2	833 €		833 €
	Expert communication	416 €	4	1 665 €		1 665 €
	Chargé de projet	376 €	4	1 505 €		1 505 €
	Animateur téléphonique	4,2 €	4 495	18 879 €		18 879 €
OPTION : CREATION D'UNE INTERFACE CLIENTS D'ADRESSAGE DE COMMUNICATION CIBLEE ET D'ANALYSE DES DONNEES COMPORTEMENTALES COMME AIDE A LA DECISION				23 904 €	11 652 €	12 252 €
	Chercheur Expert	476 €	10	4 758 €	2 379 €	2 379 €
	Développeur expert	491 €	20	9 813 €	4 906 €	4 906 €
	Data scientist	648 €	10	6 476 €	3 238 €	3 238 €
	Ergonome	376 €	6	2 257 €	1 128 €	1 128 €
	Déplacements	150 €	4	600 €		600 €
SOUS TOTAL PHASE 3 YC OPTION				150 886 €	14 031 €	136 855 €
EVALUATION DU PROJET EN CONTINU ET RESTITUTION SOUS FORME DE RAPPORTS						
REUNIONS DE COORDINATION				11 649 €	- €	11 649 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	4	1 665 €		1 665 €
	Chercheur expert	476 €	7	3 330 €		3 330 €
	Directeur conseil - développement	650 €	7	4 553 €		4 553 €
	Déplacements	150 €	14	2 100 €		2 100 €
RECUPERATION, CONSOLIDATION DE DONNEES AFIN DE REDIGER 3 RAPPORTS D'ACTIVITE				17 932 €	- €	17 932 €
	Ingénieur Chef de projet senior	416 €	3	1 249 €		1 249 €
	Chercheur Expert	476 €	8	3 806 €		3 806 €
	Directeur conseil - développement	650 €	4	2 602 €		2 602 €
	Data scientist	648 €	4	2 591 €		2 591 €
Passation de questionnaires d'évaluation par téléphone y compris groupe contrôle et groupe salariés sur la zone	Chargé de projet	376 €	4	1 505 €		1 505 €
	Animateurs téléphoniques	4,2 €	1400	5 880 €		5 880 €
	Déplacements	150 €	2	300 €		300 €
SOUS TOTAL PHASE EVALUATION EN CONTINU ET RAPPORTS				29 581 €	- €	29 581 €
TOTAL DES PHASES				345 171 €	59 726 €	285 445 €
Participation aux frais généraux (locaux, fonctions supports, serveurs, téléphonies, etc.)				20 000 €	20 000 €	
Apport du matériel expérimental				54 000 €	54 000 €	
COUT TOTAL DU PROJET				419 171 €	133 726 €	285 445 €
ARRONDI A						286 000 €

## ANNEXE 3 DESCRIPTION DES CONNAISSANCES PROPRES AMENEES PAR CHAQUE PARTENAIRE DANS LE CADRE DU PROJET

### CASA

La CASA, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité durable, apportera sa connaissance en mobilité sur le territoire et son expertise en Conseil en Mobilité.

A ce titre, au fur et à mesure des besoins d'intervention soulevés par le projet, la CASA mettra à disposition de l'information et un accompagnement personnalisé pour chaque salarié sensibilisé sur :

- la pratique du transport public : lignes, horaires, abonnements, moyens de paiements,
- la pratique du covoiturage : applications disponibles, accompagnement à l'inscription, localisation des parcs de covoiturage
- la pratique du vélo : présentation de carte numérique des itinéraires conseillés, du stationnement sécurisé disponible, de la CASA du Vélo pour essais gratuits de Vélo à assistance électrique, mise en relation avec la Communauté d'usagers
- l'accès à l'intermodalité et à la multimodalité par la maîtrise du compagnon de mobilité Envibus Cap Azur
- le recours à la mobilité autonome, en cas de concordance avec l'expérimentation de navette autonome sur l'avenue Roumanille.

La CASA apportera des supports de communication liés à ces différents modes de déplacements.

Des interventions de l'Ambassadrice Mobilité pourront être assurées pour un conseil personnalisé.

### E3D-Environnement

L'activité d'**E3D** est de concevoir des services et logiciels capables de provoquer des changements de comportements des populations, à grande échelle, dans tous les domaines liés au développement durable.

**E3D** possède une expertise en psychologie sociale, ingénierie environnementale, marketing social, développement, objets connectés, data sciences et conception et management de l'innovation.

**E3D** est propriétaire d'un dispositif d'échange citoyen (GD6D™, prononcé « j'ai décidé ») qui s'appuie sur une plateforme numérique intelligente. Ce dispositif comporte trois phases qui poursuivent chacune un objectif précis.

La préparation permet à l'équipe d'experts en communication d'imaginer une stratégie de mobilisation et d'accompagnement de la population, en collaboration avec le client.

La mobilisation, phase de contact direct avec la population, a pour objectif de les sensibiliser aux thématiques environnementales, et à les inviter à adopter un premier comportement éco-responsable. Ils seront ainsi engagés dans le dispositif GD6D™.

Dernière phase, l'accompagnement passe par un coaching individualisé par mail, par téléphone, ou directement par la plateforme numérique de GD6D™ toutes les 6 semaines environ. Cette phase de changement effectif de comportements de la population vers plus d'éco-responsabilité et d'un bien-vivre ensemble est d'une durée variable. Cet accompagnement long et régulier permet l'ancrage durable des nouveaux comportements adoptés dans les pratiques quotidiennes.

Ce dispositif d'échange citoyen bénéficie de plus de 7 ans de recherche et développement. La plateforme numérique centralise tous les outils nécessaires à la mobilisation et l'accompagnement de la population : app tablette pour le porte à porte, back office management, app web d'animation téléphonique, algorithmes auto-apprenants proposant du contenu personnalisé et adapté à la population, outils de mailings et sms automatiques, canal de communication dédié à travers Pao (Object connecté propriétaire **d'E3D**), un dispositif connecté, trames de gestes créés par des chercheurs en sciences comportementales, outil d'échanges entre voisins et outil de mailing ciblé.

**E3D** dispose des compétences internes pour développer et améliorer sa plateforme digitale ainsi que les services opérationnels pour déployer le dispositif (offre clé en main avec mise à disposition d'ambassadeurs terrain, d'animateurs téléphoniques, de manageurs et de formateurs).

**E3D** développe dans le cadre de son programme de recherche un projet innovant au code « JV » qui permettra à ses clients de s'interconnecter à la base comportementale qu'utilise actuellement GD6D™ pour adresser des services aux habitants avec le bon discours et au bon moment avec le soutien d'expertises détenues par **E3D**.

Tout le système d'information (algorithme dédié, IHM et interopérabilité avec les bases de données) y compris les dispositifs électroniques embarqués ou mobiles, comprenant le logiciel sont des connaissances propres apportées par **E3D**.

## ANNEXE 4 COMPOSITION DE L'EQUIPE DE RECHERCHE

L'équipe de recherche est constituée par E3D-Environnement

Elle comprend :

- Un Directeur du programme de recherche : Gilles Marchal
- Un Responsable du pôle marketing produit : Laurent Provenat
- Deux docteurs en psychologie sociales : Lionel Rodrigues et Amandine Zbinden
- Un chercheur data et algorithmie : Roxane Saint Bauzel
- Un chef de projet : David Laurent
- Un chercheur dans le domaine de la création de contenus : en cours de recrutement



**Gilles Marchal**

***Directeur du programme de recherche***

Gilles, ingénieur agro-économisme de formation, possède 18 ans d'expérience professionnelle aux services des collectivités. Il est expert dans le domaine de la gestion technique et financière des services publics de l'eau, l'assainissement, l'énergie, des déchets et de la mobilité. Il accompagne les collectivités locales dans la conduite du changement et privilégie pour cela des études très opérationnelles.

Au sein d'E3D-Environnement, il intervient auprès des Métropoles sur du conseil dans l'accompagnement des populations vers plus d'éco-responsabilité. Il pilote le dimensionnement des offres techniques, financières et juridiques. Chargé du suivi de la bonne exécution de contrats, il identifie les axes de progrès et d'accompagne les collectivités dans leurs mises en œuvre. Gilles est également directeur du programme de recherche de l'entreprise. Il a dans ce cadre acquis de fortes compétences en méthode pour développer l'innovation, en psychologie social et en conduite de projet de recherche.





**Laurent PROVENAT, Responsable du Pôle Marketing Produit, Diplôme : Ingénieur en électronique & informatique et Mastère spécialisé en Management & Innovation**

Laurent est de formation ingénieur en électronique et informatique et possède 12 années d'expériences professionnelles dans le domaine de l'informatique et du big data. Il est responsable technique de la plateforme socio-numérique et pilote le développement des différents outils en relation avec les experts en sciences comportementales pour donner vie aux méthodes conçues par les experts en sciences comportementales. Il garantit également la sécurité des données en s'assurant de leur cryptage et de leur copie sur des serveurs sécurisés et développe en continu des outils qui répondent aux demandes et besoin sur le terrain.

## COMPETENCES DEVELOPPEES

### Savoir-faire :

- Développement en continu des outils pour répondre aux demandes et besoins du terrain
- Expertise technique sur la plateforme et les technologies associées
- Rédaction de cahiers des charges techniques et fonctionnels
- Rédaction de spécifications techniques en fonction des enjeux de la collectivité

### Qualités personnelles :

- Grande capacité de travail
- Sait être à l'écoute et mobiliser les énergies
- Souriant et très bon relationnel
- Leadership, réel atout à la tête d'une équipe

### Qualités professionnelles :

- Moteur dans les choix et les réalisations techniques
- Pourvoyeur d'idées d'amélioration
- Grande capacité d'adaptation, notamment aux projets nécessitant cadre et organisation
- Data visualisation et manipulation de grandes BDD



**Lionel RODRIGUES, Docteur en Psychologie Sociale, Directeur du Pôle Production, Expert en Sciences Comportementales et Chef de projet Sénior**

Lionel travaille depuis 9 ans sur la question du changement de comportement. Docteur en psychologie sociale, son expertise repose sur les savoirs académiques issus des sciences humaines et sociales et plus particulièrement de la psychologie sociale, du marketing social et de la communication. Son champ d'action concerne l'identification des freins et des leviers à l'adoption de comportements écologiques, les études d'acceptabilité et les méthodes de changement comportemental. Il a participé à plusieurs projets en collaboration avec le Laboratoire de Psychologie Sociale d'Aix-Marseille et rejoint E3D-Environnement fin 2017, en tant qu'Expert en sciences comportementales. Egalement directeur du Pôle production, il manage une équipe de chefs de projet et des équipes terrain, et œuvre à la bonne mise en place du projet. A cet effet, il coordonne le déploiement de l'opération en déterminant avec la collectivité concernée les modalités générales et opérationnelles souhaitées. Il est l'interlocuteur de la collectivité sur les moments clés du projet.

**COMPETENCES DEVELOPPEES**

**Savoir-faire :**

- Analyse des besoins et enjeux de la collectivité et définition des objectifs pour le bon déroulement de l'opération
- Restitution et valorisation des résultats des opérations menées sur le terrain
- Rédaction de livrables nécessaires à la compréhension et à la restitution des résultats obtenus
- Accompagnement des collectivités dans leur stratégie de communication

**Qualités professionnelles :**

- Développement d'expérimentations visant l'incitation au changement comportemental
- Analyses statistiques quantitatives des changements de comportement

**Qualités personnelles :**

- Aide à faire des distinctions, à peser le pour et le contre de chaque situation et à évaluer les conséquences de chaque choix
- Aptitude à remettre les choses en question et à chercher de nouvelles façons de faire
- Aptitude à associer les autres dans l'action et à reconnaître leur contribution
- Aide les autres à réaliser leur projet

**Exemple d'expériences**

Clients	Description de l'opération	Responsabilités	Interlocuteurs
<b>Métropole Rouen Normandie</b>	Opération de communication engageante et de coaching individualisé pour l'accompagnement des changements de comportements de la transition écologique. Accompagnement massif des locataires dans la gestion des	Chargé de projet sénior (gestion de la relation client, management des équipes animation, ressources et projet)	Métropole Rouen Normandie

	économies d'énergie et dans l'amélioration de la qualité et la quantité du tri des déchets.		
<b>Alliade Habitat</b>	Accompagnement et coaching des locataires pour adopter des éco-gestes et tendre vers une réduction des dépôts sauvages.	Chargé de projet sénior (gestion de la relation client, management des équipes animation, ressources et projet)	Alliade Habitat (bailleur social)
<b>Mairie de Paris</b>	Projet CoRDEES, sur financement européen, visant à accompagner les locataires d'un éco-quartier à haute performance énergétique à développer des habitudes respectueuses de l'environnement et des usages peu énergivores au moyen de feedbacks énergétiques.	Chargé de projet sénior (gestion de la relation client, management des équipes animation, ressources et projet)	Mairie de Paris Une Autre Ville
<b>Métropole Aix Marseille Provence</b>	Réduire l'utilisation de la voiture individuelle est l'objectif fixé par la Métropole Aix Marseille Provence. « L'opération Mobilize » permet d'expérimenter une méthode d'accompagnement des locataires de 6 communes du Pays d'Aix à l'adoption d'une mobilité douce.	Chargé de projet sénior (gestion de la relation client, management des équipes animation, ressources et projet)	Métropole Aix Marseille Provence
<b>Métropole de Lyon</b>	Accompagnement des locataires aux pratiques éco-responsables avec focus sur la réduction de la consommation d'énergie et la gestion des encombrants.	Chargé de projet sénior (gestion de la relation client, management des équipes animation, ressources et projet)	Métropole de Lyon



Amandine Zbinden, Docteur en psychologie sociale. Experte-Chercheur en sciences comportementales. Pôle Production

Lors de son Master 2 en psychologie sociale, Amandine décide de choisir comme sujet de mémoire « Communication engageante et environnement : une étude expérimentale ». Suite à l'obtention de son master elle se dirige vers la rédaction d'une thèse portant sur la communication engageante et les représentations sociales. En 2011, elle obtient son doctorat puis réalise un post-Doctorat franco-canadien, en tant que chercheure en psycho-sociologie environnementale au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), avant de devenir autoentrepreneur afin de réaliser du coaching en écologie globale et familiale. Elle obtient, en 2017, un diplôme en Coaching Ecologie Globale (CFD).

Au fil de ses riches années de formation et d'activité professionnelle, Amandine devient ainsi une experte en sciences comportementales et plus particulièrement en communication engageante, paradigme au cœur du dispositif proposé par E3D-Environnement. Intéressée par l'environnement et l'écologie, nous pouvons retrouver tout au long de son parcours cette volonté d'investir ses compétences pour cette cause.

Amandine intervient à plusieurs étapes clés du projet : sur le terrain en phase de diagnostic, puis dans la rédaction des stratégies d'accompagnement et enfin sur la rédaction des gestes proposés aux habitants. Elle a aussi un rôle clé dans le pilotage de l'amélioration continue du dispositif notamment sur les contenus d'animation téléphonique.

## COMPETENCES DEVELOPPEES

### Savoir-faire :

- Restitution et valorisation des résultats des opérations menées sur le terrain
  - Rédaction de livrables nécessaires à la compréhension et à la restitution des résultats obtenus
  - Accompagnement des collectivités dans leur stratégie de communication
  - Modification des comportements
  - Rédaction de contenu technique pour les changements de comportements
- Rédaction de rapport de recherche, diffusion

### Qualités professionnelles :

- Capacité de compréhension rapide
- Capacité de compréhension des enjeux de la collectivité et ses acteurs sociaux
- Amélioration des stratégies sur le terrain

### Qualités personnelles :

- Dynamique et positive
- Apprécie la transmission de savoirs
- Place la bienveillance au cœur de ses interactions

**Roxane SAINT-BAUZEL, Chercheur Data et Algorithmie. Pôle Marketing Produits, Docteur en psychologie, spécialité psychologie sociale**



En 2011, Roxane obtient un doctorat en psychologie sociale de l'Université d'Aix Marseille et un diplôme en sciences cognitives appliquées à la pédagogie de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan. Son expérience de chercheur est riche et diversifiée. Roxane a travaillé au sein de plusieurs universités françaises, en partenariat avec des laboratoires européens ou des entreprises privées, et au sein d'entreprises développant un pôle de recherche et développement. Quels que soient les domaines investigués, ce sont les comportements et leurs explications qui l'intriguent et la passionnent. En 2018, elle retrouve ses valeurs chez E3D-Environnement, et apporte son expertise dans ses domaines de prédilection : sciences comportementales, management, statistiques appliquées en sciences humaines, pédagogie et didactique.

### COMPETENCES DEVELOPPEES

#### Savoir-faire :

- Modification des comportements
- Rédaction de contenu technique pour les changements de comportements
- Analyse statistiques appliquées aux sciences sociales et Big Data
- Rédaction de rapport de recherche, diffusion de résultats scientifiques, vulgarisation
- Rédaction de propositions commerciales, cahiers des charges, rapports d'intervention
- Suivi de développement Web, ergonomie et tests utilisateurs

#### Qualités personnelles :

- Aide à structurer le processus de travail, à définir les rôles et optimiser le système de production
- Aide à établir des indicateurs de mesures et favorise l'autorégulation des choses
- Aide à trouver de nouvelles voies et façons de faire, à établir de nouveaux liens
- A l'écoute, bienveillante et juste

#### Qualités professionnelles :

- Rigueur, organisation et méthode
- Optimisation de techniques de changements comportementaux / de communication
- Pédagogie et ingénierie pédagogique (création de contenus)
- Analyse de situations organisationnelles problématiques visant à les solutionner par des modifications comportementales
- Aime à transmettre son savoir parce que cela lui permet de réfléchir et de faire de nouvelles découvertes à partager





**David LAURENT, Chef de projet, Diplôme : Master 2 Etude et conseil en stratégie de marché**

David est responsable de missions de gestion de projets multi-partenariaux avec des acteurs privés et publics. Chargé de prospection et partenariats pour le compte d'acteurs publics, David apporte ses compétences en conseil en stratégie économique auprès de décideurs politiques et économiques. Ses références sont riches : MIPRA, Airbus group, Réseau Action Climat. David rejoint E3D-Environnement en 2017 en tant que chargé de projets auprès des collectivités et grandes entreprises. Fort de son expérience sur le terrain, David orchestre, étape après étape, le déploiement des opérations, assure les relations avec les partenaires, et nos clients. Il se déplace sur le terrain pour appréhender au mieux les opérations et faire en sorte qu'elles se déroulent dans les meilleures conditions tant au regard de la collectivité qu'au regard des habitants. Expert dans le déploiement opérationnel de nos méthodes, il conseille nos collectivités partenaires en France et en Europe quand elles déploient nos méthodes avec leurs propres ressources ou avec un prestataire. Il est l'interlocuteur quotidien de la Métropole.

## COMPETENCES DEVELOPPEES

### Savoir-faire :

- Constitution d'une équipe complète étape par étape du déploiement des opérations
- Bonne compréhension de la méthode permettant un déroulement des opérations rôlé et arbitré de manière juste
- Reporting régulier et synthétique pour informer les clients de l'efficacité du projet

### Qualités personnelles :

- Aime comprendre et approfondir les tenants et aboutissants de chaque projet
- Aime anticiper et planifier avant d'agir, analyser toutes les solutions et options au cas où la solution retenue ne serait pas suffisante
- David a une bonne capacité de l'esprit à juger clairement et sainement les choses
- Il est rigoureux, logique, et fiable

### Qualités professionnelles :

- Gestionnaire de projet, grande pédagogie
- Capacité de compréhension des enjeux de la collectivité et ses acteurs sociaux
- Accompagnement pragmatique et efficace des collectivités dans la mise en œuvre d'un projet simple ou complexe sur le long terme

## Exemple d'expériences

Clients	Description de l'opération	Responsabilités	Interlocuteurs
<b>Sybert (syndicat traitement des déchets)</b>	1000 foyers cibles sur Besançon et Ornans. Accompagnement avec focus sur les déchets et l'usage des couches lavables.	Chef de projet (suivi opérationnel, relation client, mobilisation des ressources E3D, suivi des mesures)	Le SYBERT, Le Grand Besançon, La communauté de communes de Loue Lison

<b>Grand Lyon Métropole</b>	<p>1400 foyers cibles. Accompagnement multithématiques avec focus sur les dépôts sauvages.</p> <p>Mise en place d'un accompagnement dédié à la rénovation énergétique.</p>	Chef de projet (suivi opérationnel, relation client, mobilisation des ressources E3D, suivi des mesures)	Grand Lyon Métropole, Alliade (Bailleur social)
<b>Société d'Équipement de la région Montpelliéraine (SERM, SA3M)</b>	<p>Accompagnement de 100 foyers résidents de La Mantilla (bâtiment performant) sur l'usage d'un outil d'intelligence répartie sur les consommations d'énergie.</p>	Chef de projet (suivi opérationnel, relation client, mobilisation des ressources E3D, suivi des mesures)	Montpellier Métropole, SERM et SARM
<b>Montpellier Métropole</b>	<p>10 000 foyers cibles sur Montpellier. Accompagnement multithématiques (énergie, bâtiments performants, déchets, propreté, eau, mobilité, aménagement)</p>	Chef de projet (suivi opérationnel, relation client, mobilisation des ressources E3D, suivi des mesures)	Montpellier Métropole (direction Energie, Déchets, Mobilité), SERM, SA3M, Régie des Eaux

## **RECRUTEMENT en cours de : Chercheur dans le domaine de la création de contenu – Chef de projet innovation – Pôle production**

Le Chef de projet innovation va :

- Participer à la rédaction de protocoles expérimentaux permettant d'évaluer scientifiquement l'impact de vos travaux de recherche sur les changements de comportement
- Mettre en œuvre les protocoles expérimentaux, particulièrement dans votre champ de compétence, la rédaction des contenus de communication implémentables sur la plateforme numérique intelligente développée par l'entreprise
- Mener à bien les projets qui vous seront confiés dans le souci d'évaluer constamment l'efficacité de votre recherche. Cela concerne par exemple la réalisation de contrôles qualités, de tests des contenus au contact des habitants, de formations continue des animateurs.
- Réaliser des diagnostics terrain (déplacement sur les opérations, grille d'entretien/observations selon les objectifs du projet, analyse, rédaction, présentation)
- Soutenir le déploiement des opérations sur le terrain pour garantir la qualité de l'accueil des habitants dans le dispositif et un haut niveau de confort durant l'accompagnement (mobilisation, contribution à la formation des ambassadeurs/animateurs et/ou du chef d'équipe, supports de formation, etc.)
- Assurer des déplacements en France et à l'étranger

Son savoir faire est basé sur :

- La création et la diffusion de contenus de communication (trames de gestes, courriers de lancement, affiches, communications ciblées, défis collectifs, newsletters...)
- La relation client
- L'écoute pour être en mesure de qualifier les besoins de l'écosystème dans lequel vous êtes comprenant les clients, d'évaluer leurs pertinences par rapport aux objectifs et à la capacité des habitants de mettre en œuvre les changements de pratique attendus
- La compréhension des organisations de chaque membre de l'écosystème pour mettre en œuvre les actions nécessaires dans le bon ordre et dans le bon rythme
- Votre capacité à paramétrer la plateforme correctement (injection de gestes sur les projets, création/modification de questions, création, test et implémentation de sondages...)
- Des qualités rédactionnelles respectant une approche scientifique (récupération de données, analyse statistique et qualitative, rédaction, présentation)
- Des qualités de communicant, se traduisant notamment par la rédaction de notes de vulgarisation sur le dispositif et les changements de comportements

Ainsi, il/elle participe pleinement aux missions inventives d'E3D-Environnement nécessaires à l'atteinte de ses objectifs et de ses partenaires dans l'accompagnement au changement des familles et salariés d'organismes publics, associatifs ou privés.

## ANNEXE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Constatation de l'exécution des prestations / Opérations de vérification et de réception

### Opérations de vérification

1. Nature des opérations : les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à la CASA de contrôler notamment que E3D : a mis en œuvre les moyens définis dans la convention, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ; a réalisé les prestations définies dans la convention comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.
2. Délai de vérifications : la CASA dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.
3. Point de départ du délai pour les opérations de vérification :
  - a. Pour les vérifications effectuées dans les établissements de la CASA, le point de départ du délai est la date de remise par le titulaire, ou de livraison, des prestations.
  - b. Pour les vérifications qui sont effectuées dans les établissements de E3D ou tout autre lieu, le point de départ du délai est la date à laquelle E3D notifie à la CASA que les prestations sont prêtes à être vérifiées
4. E3D avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les rapports pourront être présentées en vue de ces vérifications.

### Réception, ajournement, réfaction et rejet

A l'issue des opérations de vérification, la CASA prend, dans le délai d'un mois, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Si la CASA ne notifie pas sa décision dans le délai d'un mois, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

1. Réception : la CASA prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations de la convention de partenariat. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception à E3D. En cas de réception tacite, la date d'effet est l'expiration du délai d'un mois mentionné dans le 1er paragraphe nommé opérations de vérification.
2. Ajournement
  - a. La CASA, lorsqu'elle estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite E3D à présenter à nouveau, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.  
E3D doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus ou de silence gardé par lui durant ce délai, la CASA a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus de E3D ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.  
Le silence de la CASA au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

- b. Si E3D présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, la CASA dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.
- 2. Rejet
  - a. Lorsque la CASA estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de la convention et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.
  - b. En cas de rejet, E3D est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte :	18/11/2019
Numéro :	CC_2019_185
Nature :	DE - Deliberations
Objet :	Mobilité - Accompagnement au changement de comportement - Convention de Partenariat avec E3D Environnement
Matière :	8.7 - Transports
<b>Interlocuteur</b>	
Nom :	CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : hosh2i1

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 02/12/2019  
Identifiant : 006-240600585-20191118-CC\_2019\_185-DE

**Acte reçu**

Date : 18/11/2019  
Numéro interne : CC\_2019\_185  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 7  
Objet : Mobilité - Accompagnement au changement de comportement - Convention de Partenariat avec E3D Environnement  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20191118-CC\_2019\_185-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20191118-CC\_2019\_185-DE-1-1\_2.PDF

N